



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Parks Canada Agency  
635 – 8 Avenue S.W., Suite 1300  
Calgary, AB T2P 3M3  
Bid Fax: (403) 292-4475

**INVITATION TO TENDER  
APPEL D'OFFRES**

**Tender To: Parks Canada Agency**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: l'Agence Parcs Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaries**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Parks Canada Agency  
635 – 8 Avenue S.W., Suite 1300  
Calgary, AB T2P 3M3

<b>Title-Sujet</b> Réfection du logement du personnel à Paulatuk, TN-O - Unites de gestion de L'Arctique de L'Ouest		<b>Date</b> 16 mai 2017
<b>Solicitation No. - No. de l'invitation</b> 5P420-17-5097/A	<b>Client Ref. No. – No. de réf du client.</b> 1267.01	
<b>GETS Reference No. – No de reference de SEAG</b> PW-17-00779373		
<b>Solicitation Closes L'invitation prend fin –</b>  <b>at – à</b> 14h00 <b>on – le</b> 1 juin 2017	<b>Time Zone Fuseau horaire -</b>  HAR	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Inquiries to: - Adresser toute demande de renseignements à :</b> Sarah Alexander – <a href="mailto:sarah.alexander@pc.gc.ca">sarah.alexander@pc.gc.ca</a>		
<b>Telephone No. - No de téléphone</b> (403) 292-4738	<b>Fax No. – No de FAX:</b> (403) 292-4475	
<b>Destination of Goods, Services, and Construction: Destinations des biens, services et construction:</b>  See Herein - Voir ici		

**TO BE COMPLETED BY THE BIDDER (type or print)**

<b>Vendor/Firm Name</b>	
<b>Address</b>	
<b>Name of person authorized to sign on behalf of the Vendor/Firm</b>	
<b>Title</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## INVITATION À SOUMISSIONNER

### AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

#### Sélection De L'entrepreneur

Le présent appel d'offres comporte des critères d'évaluation des soumissions de sorte que la région désignée des Inuvialuits puisse retirer des avantages socioéconomiques du projet.

#### Dépôt direct

En Avril 2012, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il allait remplacer les paiements par chèques par des paiements électroniques d'ici Avril 2016. Les paiements effectués par chèque seront donc remplacés par le dépôt direct. Les entreprises sont encouragées à s'inscrire de façon proactive avec Parcs Canada. S'il vous plaît contacter Sarah Alexander à [sarah.alexander@pc.gc.ca](mailto:sarah.alexander@pc.gc.ca) afin d'obtenir un formulaire d'inscription au dépôt direct.

Des informations complémentaires sur cette initiative du gouvernement du Canada sont disponibles à:  
<http://www.depotdirect.gc.ca>

#### Dispositions Relatives à l'Intégrité – Soumission

Des changements ont été apportés aux Dispositions relative à l'intégrité - soumission du gouvernement du Canada en date du 4 avril 2016. Voir IG01, Disposition relatives à l'intégrité-soumission de R2410T des Instructions Générales pour plus d'information.

---

## TABLE DES MATIÈRES

### INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Disposition relatives à l'intégrité - Déclaration de condamnation à une infraction
IP02	Documents de soumission
IP03	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP04	Visite des lieux
IP05	Révision des soumissions
IP06	Résultats de l'appel d'offres
IP07	Fonds insuffisants
IP08	Période de validité des soumissions
IP09	Documents de construction
IP10	Exigences relatives à la sécurité
IP11	Convention définitive des Inuvialuit
IP12	Considérations liées aux possibilités pour les Autochtones
IP13	Sites Web

### R2410T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION (IG) (2016-04-04)

Les articles suivants de la clause R2410T sont reproduits sur le site Web

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IG01	Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG07	Livraison des soumissions
IG08	Révision des soumissions
IG09	Rejet de la soumission
IG10	Coûts relatifs aux soumissions
IG11	Numéro d'entreprise - approvisionnement
IG12	Respect des lois applicables
IG13	Approbation des matériaux de remplacement
IG14	Évaluation du rendement
IG15	Conflit d'intérêts / Avantage indu
IG16	Code de conduite pour l'approvisionnement - Soumission

### CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Modifications aux documents du contrat
CS02	Exigences relatives à la sécurité lieu de sauvegarde des documents
CS03	Domages-intérêts
CS04	Condition d'assurance

### DOCUMENTS DU CONTRAT

#### FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Signature

<b>ANNEXE A -</b>	<b>FORMULAIRE D'ATTESTATION DU CONTENU AUTOCHTONE</b>
<b>ANNEXE B</b>	<b>DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ – LISTE DE NOMS</b>
<b>ANNEXE C</b>	<b>FORMULAIRE D'ATTESTATION</b>
<b>ANNEXE D</b>	<b>FORMULAIRE D'ATTESTATION D'ASSURANCE</b>

---

## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

### IP01 DISPOSITIONS RELATIVES A L'INTEGRITE - DÉCLARATION DE CONDAMNATION À UNE INFRACTION

Conformément à la Déclaration de condamnation à une infraction, du paragraphe 3 (copié ci-dessous) des Instruction Générales R2410T, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le [Formulaire de déclaration](#) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

*Déclaration de condamnation à une infraction*  
*avec sa soumission, une liste complète de toutes les accusations au criminel et déclarations de culpabilité à l'étranger qui le touchent ou qui concernent ses affiliés et les premiers sous-traitants qu'il propose et qui, à sa connaissance, peuvent être semblables aux infractions énoncées dans la Politique. La liste des accusations au criminel et des déclarations de culpabilité à l'étranger doit être soumise au moyen du formulaire de déclaration de l'intégrité, qui se trouve à l'adresse suivante : [Formulaire de déclaration pour l'approvisionnement](#).*

### IP02 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
  - a. Appel d'offres - Page 1;
  - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
  - c. Instructions générales – services de construction R2410T (2016-04-04)
  - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
  - e. Dessins et devis;
  - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction R2410T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Toute référence au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux sera supprimée et remplacée par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique aux fins de l'Agence Parcs Canada. Toute référence au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux sera supprimée et remplacée par l'Agence Parcs Canada.

3. Les soumissions reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles.

R2410T, article IG07, ajoutez le paragraphe suivant:

5. Les soumissions reçues par télécopieur seront reconnues comme officielles, si elles rencontrent les critères suivants;

- a) Doivent être complétées et soumises sur le formulaire de soumission et d'acceptation prévu
- b) Doivent indiquer:
  - Numéro du projet
  - Numéro de l'invitation
  - Nom du soumissionnaire
  - Heure et la date de clôture
- c) Doivent être reçus avant la fermeture des soumissions au numéro de télécopieur **(403) 292-4475**.

---

### **IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES**

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG13 de la R2410T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### **IP04 VISITE DES LIEUX**

Il n'y a aucune visite des lieux prévue pour le présent besoin.

### **IP05 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG08 de la R2410T Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le **(403) 292-4475**.

### **IP06 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

1. Un dépouillement public des soumissions aura lieu au bureau désigné sur la page frontispice «Appel d'offres» pour la réception des soumissions, peu de temps après l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.
2. Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en communiquant avec le bureau compétent par courriel à [sarah.alexander@pc.gc.ca](mailto:sarah.alexander@pc.gc.ca) ou par téléphone **(403) 292-4738**.

### **IP07 FONDS INSUFFISANTS**

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux à exécuter pendant la phase de construction
  - a) de 15 % ou moins, le Canada pourra décider d'appliquer l'une des mesures suivantes :
    - (i) annuler l'appel d'offres;
    - (ii) obtenir des fonds supplémentaires et, sous réserve des dispositions de l'IG11 des Instructions générales aux soumissionnaires, attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse;
    - (iii) réexaminer la portée des travaux en conséquence et négocier une réduction équivalente sur le prix offert auprès du soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.
  - b) de plus de 15 %, le Canada pourra décider d'appliquer l'une des mesures suivantes :
    - (i) annuler l'appel d'offres;
    - (ii) obtenir des fonds supplémentaires et, sous réserve des dispositions de l'IG11 des Instructions générales aux soumissionnaires, attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse;

(iii) réexaminer la portée des travaux en conséquence et inviter les soumissionnaires ayant présenté une soumission conforme lors de l'appel d'offres initial à soumissionner de nouveau.

- 2) Si le Canada décide d'entamer des négociations ou de lancer un nouvel appel d'offres, en application aux sous-alinéas 1)a)(iii) ou 1)b)(iii), les soumissionnaires devront recourir aux mêmes sous-traitants et fournisseurs que dans leur offre initiale.
- 3) Si le Canada choisit de négocier une réduction du prix offert, en application au sous-alinéa 1)a)(iii), et qu'il n'arrive pas à une entente, il pourra exercer l'une des options indiquées aux sous-alinéas 1)a)(i) ou 1)a)(ii).

#### **IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 de R2410T

#### **IP09 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION**

À l'attribution du contrat, une copie papier des dessins signés et scellés, du devis et des modifications sera fournie à l'entrepreneur retenu. Il incombera à ce dernier d'obtenir les autres exemplaires dont il peut avoir besoin et, le cas échéant, d'en assurer les coûts.

#### **IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **IP11 CONVENTION DÉFINITIVE DES INUVIALUIT**

Les exigences de la Convention définitive des Inuvialuit s'appliquent à ce marché. Les soumissionnaires doivent donc maximiser les occasions d'emploi, de sous-traitance et de formation en cours d'emploi pour les Autochtones, ainsi que faire participer les entreprises et les citoyens locaux, régionaux et autochtones aux travaux visés par le projet. Les retombées applicables à ce marché sont décrites au chapitre 16, de la Convention définitive des Inuvialuit.

#### **IP12 CONSIDÉRATIONS LIÉES AUX POSSIBILITÉS POUR LES AUTOCHTONES**

Les soumissionnaires doivent fournir l'information demandée dans le tableau cidessous. Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC) donne aux soumissionnaires une occasion d'obtenir une réduction de prix pouvant aller jusqu'à 10 p. 100, à utiliser dans l'évaluation de leurs propositions. Cette particularité est conforme au

mandat d'AANC visant à appuyer et à prévoir des possibilités pour les communautés autochtones locales en vertu de marchés fédéraux au sein d'une région visée par des revendications territoriales.

## 1. La région visée

La région visée par le marché est dans la région désignée des Inuvialuits, définie dans la Convention définitive des Inuvialuit.

## 2. Sélection de l'entrepreneur

Tout marché découlant du présent appel d'offres sera attribué au soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable dont le prix offert évalué total est le plus bas. Pour être considérée comme recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les modalités, les conditions et les spécifications obligatoires du présent document d'appel d'offres. Le prix offert évalué total sera utilisé à des fins d'évaluation seulement et on le calculera en réduisant le prix offert réel total d'un pourcentage égal au nombre total de points attribués durant l'évaluation de la soumission conformément aux critères de soumission.

Dans le cadre de cette exigence, les Considérations permettront un rajustement à la baisse maximum de 10 pour 100 du prix d'un soumissionnaire, à des fins d'évaluation seulement, en accord avec les critères de considérations liées aux possibilités pour les autochtones suivants. Ces critères visent à assurer des avantages socio-économiques dans la région.

<b>CRITÈRES D'ÉVALUATION DES CONSIDÉRATIONS LIÉES AUX POSSIBILITÉS POUR LES AUTOCHTONES</b>	<b>POINTS DISPONIBLES</b>
<p>(a) Présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations dans la région désignée des Inuvialuits</p> <p><i>Les soumissionnaires sont priés de démontrer l'existence des administrations centrales, de bureaux administratifs dotés ou d'autres installations dotées de personnel dans la région désignée des Inuvialuits et fournir une adresse.</i></p>	2 Points
<p>(b) Emploi de main-d'œuvre inuvialuite, recours aux services de spécialistes inuvialuits ou recours à des fournisseurs inuvialuits qui peuvent agir à titre de sous-traitants pour aider à l'exécution du marché.</p> <p><i>Les soumissionnaires sont priés de démontrer le degré de personnel inuvialuite en décrivant le nom et le titre de chaque personne inuvialuite et le nombre d'heures à travailler pour chaque position. Les soumissionnaires doivent également identifier le pourcentage du personnel inuvialuite de la main d'œuvre totale du projet.</i></p> <p><i>Les soumissionnaires sont priés de démontrer le coût estimé pour les produits / matériaux, équipements et services à acquérir par les entreprises inuvialuits. Les soumissionnaires doivent également fournir les noms d'entreprises.</i></p>	4 Points
<p>(c) Engagement, en vertu du marché, à assurer la formation en milieu de travail ou l'acquisition de compétences pour les personnes inuvialuits.</p> <p><i>Les soumissionnaires sont priés de démontrer le type de formation / développement des compétences et des heures de formation.</i></p>	4 Points
<b>TOTAL DE POINTS POSSIBLE</b>	<b>10 Points</b>

### À des fins d'interprétation

Les sous-traitants, fournisseurs et entreprises inuvialuits sont définis, aux fins de vérification, comme des sociétés, partenariats, entreprises à propriétaire unique ou coentreprises, dont l'actionnaire majoritaire est une personne autochtone, un groupe de personnes autochtones ou une entreprise/société autochtone.

### 3. Évaluation – Exigences de la soumission

**Pour qu'une soumission reçoive des points relativement aux représentations touchant tout critère, une preuve de conformité à l'objectif énoncé du critère, documentée de façon appropriée, doit être fournie avec la soumission.**

Le Ministre se réserve le droit de vérifier toute information fournie relativement aux « représentations autochtones » et toute fausse déclaration peut entraîner la non-recevabilité de la soumission.

#### Traitement des déclarations et garanties

Le soumissionnaire reconnaît que :

- a) le ministre se fonde sur les « Déclarations relatives aux Autochtones » pour évaluer les soumissions;
- b) les « Déclarations relatives aux Autochtones » deviendront des engagements en vertu de tout marché découlant de la présente demande de soumission.

### 4. Établissement de rapports

Il faut joindre à chaque facture un résumé des activités réalisées pour satisfaire aux engagements pris en vertu de la section de la soumission portant sur les considérations relatives aux possibilités pour les Autochtones.

#### IP13 SITES WEB

The connection to some of the Web sites in the solicitation documents is established by the use of hyperlinks. The following is a list of the addresses of the Web sites:

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaire relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>



---

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DU CONTRAT

Le terme « ingénieur » est remplacé par le terme « représentant ministériel » aux plans et devis.

### CS02 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ LIEUX DE SAUVEGARDE DES DOCUMENTS.

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### CS03 DOMMAGES-INTÉRÊTS

1. L'entrepreneur reconnaît :

1.1 que l'appel d'offres et le présent marché sont visés par la Convention définitive des Inuvialuit. Conformément à la section 16,8 de la Convention définitive des Inuvialuit, les critères de soumission inclus dans la demande de propositions et le marché comprennent une demande d'engagement à exécuter les travaux de manière à atteindre les objectifs suivants :

1.1.1 Présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres installations dans la région visée par le marché;

1.1.2 Emploi de main-d'œuvre inuvialuite, recours aux services de spécialistes inuvialuits ou recours à des fournisseurs inuvialuits qui peuvent agir à titre de sous-traitants pour aider à l'exécution du marché.

1.1.3 Engagement, en vertu du marché, à assurer la formation en milieu de travail ou l'acquisition de compétences pour les personnes inuvialuits.

2. L'entrepreneur reconnaît et confirme qu'il a pris les engagements suivants dans sa soumission pour le présent marché (collectivement appelés « Déclarations relatives aux Autochtones »), comme mentionné au paragraphe 1 ci-dessus (à remplir au moment de l'attribution du marché) :

#### ENGAGEMENT POINTS ACCORDÉS VALEUR

2.1

2.2

2.3

3. L'entrepreneur reconnaît :

3.1 que les « Déclarations relatives aux Autochtones » constituent des engagements en vertu du présent marché;

3.2 que chaque « Déclaration relative aux Autochtones » représente un pourcentage de la valeur totale initiale du marché égale au nombre de points attribués à l'engagement ou à la déclaration lors de l'évaluation et indiqués au paragraphe 2, ci-dessus, dans la colonne « POINTS ACCORDÉS ».

4. Sans porter atteinte à un autre droit légal ou en équité que pourrait avoir Sa Majesté, si, à tout moment pendant la durée du marché, l'entrepreneur enfreint les « Déclarations relatives aux Autochtones », en tout ou en partie, Sa Majesté peut demander une compensation, prélevée sur les sommes dues à l'entrepreneur, du montant applicable à chacune des « Déclarations relatives aux Autochtones » énoncées au paragraphe 3.2.

5. L'entrepreneur reconnaît également :

5.1 que les sommes indiquées au paragraphe 3.2 représentent une estimation anticipée réelle des dommages qui a été calculée dans le cadre des négociations avec Sa Majesté, et que ces négociations ont tenu compte des coûts financiers, administratifs et autres, y compris les coûts indirects, liés à une telle violation;

5.2 qu'il a obtenu les conseils juridiques qu'il jugeait nécessaires et n'est pas sous l'effet de la contrainte.

## **CS05 CONDITIONS D'ASSURANCE**

### 1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

### 2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

### 3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

### 4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

### 5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

---

## DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:

- a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
- b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
- c. Dessins et devis;
- d. Conditions générales et clauses:
  - CG1 Dispositions générales – Services de construction R2810D (2016-04-04);
  - CG2 Administration du contrat R2820D (2016-01-28);
  - CG3 Exécution et contrôle des travaux R2830D (2015-02-25);
  - CG4 Mesures de protection R2840D (2008-05-12);
  - CG5 Modalités de paiement R2550D (2016-01-28);
  - CG6 Retards et modifications des travaux R2865D (2016-01-28);
  - CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat R2870D (2008-05-12);
  - CG8 Règlement des différends R2884D (2016-01-28);
  - CG10 Assurances R2900D (2008-05-12);
  - Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1 R2950D (2015-02-25);
- e. Conditions supplémentaires
- e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
- f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
- g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.

2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Toute référence au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux sera supprimée et remplacée par le ministre de l'Environnement et du Changement climatique aux fins de l'Agence Parcs Canada. Toute référence au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux sera supprimée et remplacée par l'Agence Parcs Canada.

3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

---

## FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

**Titre:** Réfection du logement du personnel à Paulatuk, TN-O - Unites de gestion de L'Arctique de L'Ouest

**Numéro de l'appel d'offres:** 5P420-17-5097/A

L'unités de gestion de L'Arctique de L'Ouest a besoin d'un entrepreneur en construction pour effectuer tous les travaux relatifs à la réfection du logement du personnel TN-O. Voir les plans et devis pour de plus amples détails sur le besoin du projet.

### SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Email : \_\_\_\_\_

NEA : \_\_\_\_\_

### SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant total de la soumission de

\_\_\_\_\_ \$ excluant les taxe(s) applicables.  
(exprimé en chiffres)

### SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de 30 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

### SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

### SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et terminer les travaux au plus tard le **30 octobre 2017**. Voir les spécifications pour les étapes du projet.

### SA07 SIGNATURE

---

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

## **ANNEXE A FORMULAIRE D'ATTESTATION DU CONTENU AUTOCHTONE**

Si les Considérations Liées aux Possibilités pour les Autochtones sont fournies, les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur proposition. Sinon, la clause des dommages-intérêts ne s'appliquera pas et les attestations n'ont pas à être fournies.

La déclaration ou les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

Le SOUMISSIONNAIRE atteste par la présente que la garantie liée au contenu autochtone qu'il a fournie avec sa soumission est juste et complète, conformément aux IP12 (Considérations liées aux possibilités pour les Autochtones), et comprend :

- (a) l'existence de sièges sociaux, bureaux administratifs ou d'autres installations dans la région désignée des Inuvialuits;
- (b) l'emploi de main-d'œuvre inuvialuite, l'utilisation de services professionnels inuvialuits, ou l'utilisation de fournisseurs inuvialuits qui peuvent servir de sous-traitants pour aider à exécuter les travaux du marché;
- (c) l'engagement, en vertu du marché, à assurer la formation en milieu de travail ou l'acquisition de compétences pour les personnes inuvialuits.

### **Attestations Du Soumissionnaire**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes si les Considérations Liées aux Possibilités pour les Autochtones sont fournies, soit au moment de la soumission des soumissions, soit avant l'attribution du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le défaut de répondre à cette demande rendra également la soumission non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

---

**Nom du fournisseur ou de l'entreprise**

---

**Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (en lettres moulées ou dactylographiées)**

---

**Signature**

**Date**

## **ANNEXE B DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ-LISTE DE NOMS**

Si la liste exigée n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des offres, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir les noms dans le délai prévu, l'offre sera jugée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Solicitation No. - N° de l'invitation  
5P420-17-5097/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer - l'acheteur  
Sarah Alexander

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
1267.01

File Name - Nom du dossier  
Réfection du logement du personnel à Paulatuk, TN-O - Unites de gestion de L'Arctique de L'Ouest

## ANNEXE C – ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et lieu des travaux	N° du contrat
	N° du projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (numéro, rue)	Ville	Province	Code postal
--	-----------------------	-------	----------	-------------

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent	Adresse (numéro, rue)	Ville	Province	Code postal
--	-----------------------	-------	----------	-------------

Assuré additionnel  
**Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Environnement, agissant pour le compte de l'Agence Parcs Canada.**

Type d'assurance	Nom de l'assureur et numéro de la police	Date d'entrée en vigueur J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Limites de la responsabilité		
				Par sinistre	Global général annuel	Global – Risque après travaux
X Responsabilité civile commerciale Responsabilité civile complémentaire/excédentaire				\$	\$	\$
				\$	\$	\$
Assurance des chantiers/risques d'installation						\$
Responsabilité en matière de pollution				<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par sinistre	\$	Global
Responsabilité maritime						\$
Responsabilité aérienne				<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par sinistre	\$	Global
Ajouter tout autre type d'assurance requis						\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur et comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer pour le compte de l'assureur (représentant, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 2 de 2

<p><b>Généralités</b></p> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le type d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de l'Environnement, agissant pour le compte de l'Agence Parcs Canada.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.</p>	<p><b>Responsabilité civile commerciale</b></p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.</p> <p>La police d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une protection pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) dynamitage;</li><li>b) battage de pieux et travaux de caisson;</li><li>c) reprise en sous-œuvre;</li><li>d) enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant une structure ou un terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.</li></ul> <p>La police doit comporter les limites inférieures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) un « plafond par sinistre » d'au moins 2 000 000 \$;</li><li>b) un « plafond global général » d'au moins 5 000 000 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite;</li><li>c) un « plafond pour risque produit/après travaux » d'au moins 2 000 000 \$.</li></ul> <p>Une assurance responsabilité civile complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<p><b>Assurance des chantiers/risques d'installation</b></p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par la plus récente édition des formulaires BAC 4042 et BAC 4047.</p> <p>Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.</p> <p>Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par l'amiante, les champignons et spores, la cybercriminalité et le terrorisme.</p> <p>La police doit avoir un plafond qui n'est pas inférieur à la somme de la valeur du contrat, plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par le Canada sur le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, la police doit être modifiée pour refléter la valeur révisée du contrat.</p> <p>Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu de celui-ci doit être payée au Canada ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance » (<a href="https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2">https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2900D/2</a>).</p>
<p><b>Assurance de responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution</b></p> <p>La police doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, le plafond ne doit pas être inférieur à 1 000 000 \$ par incident ou par événement et suivant la garantie globale.</p>	<p><b>Responsabilité maritime</b></p> <p>La garantie d'assurance doit être fournie par une police d'assurance protection et indemnisation mutuelle et doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.</p> <p>L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i>, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail du territoire ou de la province ayant juridiction sur ces employés.</p> <p>La police doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, relativement à toute perte ou tout dommage au navire, peu importe la cause.</p>	<p><b>Responsabilité aérienne</b></p> <p>La garantie d'assurance doit inclure la responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant minimum de 5 000 000 \$ par incident ou par sinistre et suivant le plafond global.</p>



## ANNEX D FORMULAIRE D'ATTESTATION

***Le formulaire suivant doit être rempli et signé avant le début des travaux sur les lieux gérés par Parcs Canada.***

### **Attestation et preuve de conformité aux exigences en matière de santé et sécurité au travail (SST)**

**Les entrepreneurs devront remplir ce formulaire à la satisfaction de Parcs Canada pour avoir accès aux lieux de travail.**

Parcs Canada considère que les textes législatifs fédéraux régissant la santé et la sécurité au travail lui imposent certaines responsabilités en tant que propriétaire de lieux de travail. Pour être en mesure d'assumer ces responsabilités, Parcs Canada met en œuvre un régime de sécurité à l'intention des entrepreneurs qui exécutent des travaux sur ses lieux de travail, afin qu'ils assument bien les rôles et les responsabilités qui leur incombent en vertu de la partie II du *Code canadien du travail* et du *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.

Autorité responsable/chef de projet de Parcs Canada	Adresse	Coordonnées
Gestionnaire de projet/autorité contractante (supprimer la mention inutile)		
Entrepreneur principal		
Sous-traitant(s) (ajouter des lignes au besoin)		

Lieu(x) des travaux

Description générale des travaux à exécuter

Répondre par « Oui » aux énoncés qui s'appliquent à la situation.

	Une réunion a été organisée pour discuter des risques et de l'accès au lieu de travail; tous les risques connus et prévisibles ont été signalés à l'entrepreneur et à ses sous-traitants.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants respecteront tous les textes législatifs fédéraux et provinciaux/territoriaux, ainsi que les politiques et procédures de Parcs Canada qui s'appliquent à la santé et la sécurité au travail.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants fourniront tout le matériel de sécurité ainsi que tous les équipements, dispositifs et vêtements de protection exigés.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent bien tout le matériel de sécurité ainsi que tous les équipements, dispositifs et vêtements de protection exigés, et qu'ils les utilisent en tout temps.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs activités ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des employés de Parcs Canada.
	L'entrepreneur/le sous-traitant a inspecté le chantier et a effectué une évaluation des risques; il a mis en place un plan de santé et sécurité qu'il a porté à la connaissance de ses employés avant le début des travaux.
	Lorsque l'entrepreneur ou un sous-traitant entreposera, manipulera ou utilisera des substances dangereuses sur le lieu de travail, il placera des panneaux d'avertissement aux points d'accès afin d'avertir les personnes concernées de la présence de ces substances et de leur communiquer les précautions à prendre pour éviter ou limiter les risques de blessure ou d'accident mortel.
	L'entrepreneur et ses sous-traitants verront à ce que leurs employés connaissent toutes les procédures d'urgence en vigueur dans le lieu de travail.

Je soussigné, \_\_\_\_\_ (entrepreneur), atteste que j'ai lu, que je comprends et que moi-même, de même que mon entreprise, mes employés et tous mes sous-traitants, respecteront les exigences exposées dans le présent document et les conditions du contrat.

Nom \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_